

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/03 du 6 juin 2025

### **ACCORD-CADRE COMPOSITE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**Acquisition, Fourniture, Montage,  
Installation, Paramétrage, Mise en service et formation  
d'un Échantillonneur à Grain  
et Prestations de Maintenance Préventive et Curative  
pour le SILO SICA**

Consultation n°2025/CONSU/03 du 6 juin 2025

**Société d'Intérêt Collectif Agricole  
Société de Construction et d'exploitation de Silos  
au Port Rhénan de Colmar/Neuf-Brisach  
1 Place de la Gare – BP 4007  
68001 COLMAR CEDEX**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Acquisition, fourniture, montage, installation, paramétrage, mise en service et formation d'un échantillonneur à grain et prestations de maintenance préventive et curative pour le SILO SICA.
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre composite
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée initiale</b>	12 mois
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec : Tranche A

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type et forme du contrat .....	6
1.4 – Réalisation de prestations similaires .....	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Confidentialité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel .....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
4.2 - Obligations du titulaire.....	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	8
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	9
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	9
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	9
4.2.8 - Sort des données .....	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	9
4.2.11 - Documentation .....	9
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	10
5 - Durée et délais d'exécution.....	10
5.1 – Durée du contrat.....	10
5.2 - Reconduction .....	10
5.3 – Délais d'exécution .....	10
6 - Prix .....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	11
6.2 - Modalités de variation des prix.....	11
6.3 – Clause de sauvegarde .....	12
7 - Garanties Financières.....	12
8 - Avance.....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
9 - Modalités de règlement des comptes .....	13
9.1 - Acomptes .....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
9.3 - Délai global de paiement.....	13
9.4 - Paiement des cotraitants.....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	14
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	14

11 – Développement durable.....	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	15
12.1 - Vérifications.....	15
12.2 - Décision après vérification .....	15
13 - Garantie des prestations.....	15
13.1 Garantie de bon fonctionnement .....	16
13.2 Garantie des fourniture et matériels .....	16
13.3 Spécifications générales .....	16
14 - Modification du contrat.....	16
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	16
14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	16
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	17
14.4 - Cas fortuits et force majeure .....	17
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	17
16 - Pénalités et primes .....	17
16.1 - Pénalités de retard .....	17
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	18
16.3 – Autres pénalités.....	18
16.4 - Primes.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
17 - Assurances.....	18
18 - Clause de réexamen.....	18
19 - Résiliation du contrat .....	19
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	19
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
20 – Règlement des litiges et langues .....	20
21 - Dérogations .....	20

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne **l'acquisition, la fourniture, le montage, l'installation, le paramétrage, la mise en service et la formation d'un échantillonneur à grain et prestations de maintenances préventives et curatives pour le SILO SICA.**

Le marché porte sur :

1. **L'Acquisition, la Fourniture, le Montage, la Mise en service et/ou le Paramétrage ainsi que la Formation d'un Échantillonneur pour l'échantillonnage de grains en vrac (maïs, blé, orge, etc.). La canne sonde de prélèvement devra être adaptée au prélèvement de maïs humide et également des denrées sèches.**

Le titulaire du marché devra réaliser les prestations suivantes et, notamment la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et/ou le paramétrage et la formation :

- d'une Canne Sonde de prélèvement conforme aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et d'une extension vers échantillonneur pour camion,
- d'un Système de transport d'échantillon automatique,
- la Livraison, le montage et installation sur site, avec tous les accessoires, pièces, main d'œuvre nécessaires à son bon fonctionnement,
- la Mise en service de l'équipement, vérification du bon fonctionnement en conditions réelles,
- la Formation du personnel utilisateur théorique et pratique sur l'utilisation de l'équipement ainsi qu'aux opérations d'entretiens courantes.

2. **La Maintenance Préventive et Curative de l'équipement, l'objectif étant d'avoir un équipement en bon état de fonctionnement mécanique tout au long de l'année mais surtout en période de campagne de maïs humide, notamment :**

- Effectuer la maintenance préventive visant à garantir le bon fonctionnement de l'équipement,
- Définir et soumettre les organes de l'équipement à changer,
- Anticiper et réduire les pannes,
- Vérifier le bon fonctionnement des organes de sécurité,
- Intervenir très rapidement en cas de panne pour remédier à tout dysfonctionnement mécanique surtout pendant la période de campagne de maïs humide où il faudra intervenir 24h sur 24h et 7 jours sur 7.

**L'ensemble des prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et aux prescriptions des normes officielles homologuées.**

**Lieu d'exécution :**

**Port-Rhénan de Colmar/Neuf Brisach  
Zone Portuaire de Volgelsheim  
68600 VOLGELSHEIM**

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :



🚧 **Impossibilité technique ou fonctionnelle de procéder à un allotissement** (article L.2113-11 1° du CCP). L'ensemble de ces prestations est techniquement lié : le bon fonctionnement et la garantie de performance de l'équipement dépendent de la parfaite coordination entre ces étapes. **Les confier à des opérateurs distincts présenterait un risque de mauvaise exécution, de dilution des responsabilités, et de complexité excessive dans la gestion contractuelle.**

🚧 **Nécessité d'une coordination globale et maîtrise des délais.** Le caractère intégré du marché permet au pouvoir adjudicateur de disposer d'un interlocuteur unique, garant de la qualité de l'ensemble de la chaîne (livraison, installation, formation, maintenance). Cette approche facilite également la planification, la supervision des opérations, et la réactivité en cas d'incident ou de réclamation. **Le recours à plusieurs titulaires aurait généré des risques de délais, d'incompatibilité de matériel ou de défaillance de coordination, préjudiciables à la continuité d'exploitation du silo.**

L'allotissement compromettrait ces objectifs en fragmentant les responsabilités et en augmentant les risques d'interfaces techniques, en particulier durant les périodes critiques de fonctionnement.

### 1.3 - Type et forme du contrat

La présente consultation est un **accord-cadre « composite »** conclu avec un **seul opérateur économique** comprenant **deux Tranches** :

-  **Tranche A** : marché ordinaire : prestations d'acquisition, de fourniture, de livraison, d'installation, de mise en service /programmation, de formation et la maintenance préventive de l'équipement.
-  **Tranche B** : **accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum** : concernant la **maintenance curative de l'équipement** en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Les montants maximums des prestations pour la durée de l'accord-cadre (si reconduction) sont fixés à :

Période	Montant Maximum HT pour la Tranche B
1	4 400,00 €
2	4 400,00 €
3	4 400,00 €
4	4 400,00 €
<b>Total</b>	<b>17 600,00 €</b>

### 1.4 – Réalisation de prestations similaires









Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

-  le nom ou la raison sociale du titulaire,
-  la date et le numéro du marché,
-  la date et le numéro du bon de commande,
-  la nature et la description des prestations à réaliser,
-  les délais de livraison (date de début et de fin),
-  les lieux de livraison des prestations,
-  le montant du bon de commande,
-  les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires et donneront droit à paiement.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée maximale d'exécution de chaque bon de commande est de trois (3) mois à compter de sa notification.

L'exécution d'un bon de commande émis avant la date de fin de validité de l'accord-cadre pourra se poursuivre au-delà de cette date, sans toutefois excéder trois (3) mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre composite sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'engagement « AE » et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,
- ✚ la Décomposition du Prix Global Forfaitaire « DPGF »,
- ✚ le Bordereau des Prix « BP »,
- ✚ le planning détaillé proposé par le titulaire dans son offre,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics des fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- ✚ les Bons de commande émis au titre du présent accord-cadre composite (Tranche B)
- ✚ les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre composite,
- ✚ la Réponse technique du candidat,
- ✚ le Catalogue public.

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent de l'accord-cadre.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée de l'accord-cadre.

### 4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,

reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### **4.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.



La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution de l'accord-cadre (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 – Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois incluant la phase d'installation, à compter de la date de notification.

**Date prévisionnelle de notification : 21 juillet 2025.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.2 - Reconduction

Dans le cadre d'un accord-cadre conclu avec un maximum, le contrat est reconduit :



**Tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de période de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

**La durée maximale du contrat**, toutes périodes confondues est de **48 mois**.

La reconduction interviendra tacitement sauf décision de non-reconduction prise par le pouvoir adjudicateur, notifié au titulaire via le profil acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE », trois mois au moins avant le fin de la période en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction ni prétendre à indemnisation en cas de non-reconduction notifiée dans le délai ci-dessus déterminé.



**Par anticipation si le montant maximum de l'accord-cadre est atteint**

La réception de la décision de reconduction déclenchera le début d'une nouvelle période de **12 mois**, diminuant d'autant la durée totale de l'accord-cadre.

### 5.3 – Délais d'exécution

**L'échantillonneur devra être installé et en service pour le 15 septembre 2025, au plus tard.**

Les prestations de maintenance préventive (Tranche A) seront à réaliser :

- Période 2 : maintenance septembre 2026
- Période 3 : maintenance septembre 2027
- Période 4 : maintenance septembre 2028

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, au retour des articles défectueux non admis ou présentant une défaillance dans le cadre de la garantie contractuelle.

Plus généralement, la réponse du titulaire doit comprendre explicitement ou implicitement toutes les prestations nécessaires pour la bonne réalisation des prestations définies au présent accord-cadre conformément au cahier des charges.

Le marché est traité par application de prix global et forfaitaire pour la Tranche A.

Les bons de commande conclus sur la base du présent accord cadre seront traités à prix unitaires et forfaitaires appliqués aux prestations réellement exécutées pour la Tranche B.

**Le candidat indique dans le Bordereau des Prix un taux de remise minimal sur le tarif public de son catalogue (constructeur ou revendeur), qu'il s'engage à appliquer sur toutes les pièces nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement entrant dans le périmètre du marché et ne figurant pas au BPU.**

L'unité monétaire est l'€uro.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (IPAMPA (n) / IPAMPA (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE est l'index IPAMPA « Indice mensuel des moyens de productions agricole – Entretien et réparation » - Identifiant 010777481.

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tout autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par avenant.

Le taux de remise catalogue restera ferme sur toute la durée du marché (périodes de reconduction incluses).

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Il appartient au titulaire du marché de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire, il soumet à l'approbation du pouvoir adjudicateur les nouveaux prix pour donner suite à la révision. **Les prix révisés doivent être transmis à la Direction Achats ([la.clowez@grandest.cci.fr](mailto:la.clowez@grandest.cci.fr) / [c.fournier@grandest.cci.fr](mailto:c.fournier@grandest.cci.fr)) 15 jours avant la date d'anniversaire de la notification du marché.**

Les prix devront être accompagnés du détail de calcul et des justificatifs afférents pour le calcul de la formule.

Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs dans les délais annoncés, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par un titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire concerné pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à répondre dans un délai de 15 jours à compter de la réception du prix réactualisé.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle du marché.

### **6.3 – Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si l'augmentation obtenue est supérieure à **3%** par rapport aux prix initiaux.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

#### **Pour les Tranches A :**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant

les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

**Pour la Tranche B :**

Sans objet.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures seront déposées **à l'issue de chaque intervention.**

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

**Les factures doivent rappeler les références de l'accord-cadre et, le cas échéant, du bon de commande (le numéro et la date du bon de commande), indiquer la période d'exécution des prestations facturées et être accompagnées des relevés justifiant l'exécution des prestations.**

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'Acte d'Engagement,
- Le numéro de l'accord-cadre (**2025/MAPO/03.00**) et du bon de commande, le cas échéant,
- La période couverte,
- Les tarifs applicables tels qu'ils figurent dans l'offre,
- le montant total des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant global toutes taxes comprises.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse :

**SILO SICA – Port Rhénan de Neuf/Brisach**  
**1 Place de la Gare – BP 40007**  
**68001 COLMAR CEDEX**

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai **de 5 jours** à compter de la date d'envoi de cette information.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS sont les suivantes :

- Les éléments techniques remis au titulaire pour l'exécution des prestations devront être restitués à la Société de construction et d'exploitation de silos au Port- Rhénan de Colmar/Neuf-Brisach au service demandeur, après exécution des prestations. Cette restitution se fera en main propre ou par tout moyen à la convenance du Titulaire de nature à donner date certaine à son envoi (LRAR, Chronopost etc.). Les documents de l'équipement doit être intégralement restitués avec les mises à jour effectuées tout au long de l'exécution de l'accord-cadre,
- Le titulaire est, en tout état de cause, responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi des éléments techniques qui lui ont été confiés, dès que ces derniers sont entrés effectivement en sa possession. Le Titulaire ne peut disposer de ces éléments techniques qu'aux fins prévues par le l'accord-cadre. Si le titulaire ne peut restituer en bon état matériel les éléments techniques remis au titulaire, la Société de construction et d'exploitation de silos au Port- Rhénan de Colmar/Neuf- Brisach décidera, après s'être informée de ses possibilités, de la mesure de réparation à appliquer (remplacement, remise en état ou remboursement). Ces frais seront directement imputés sur la facture du titulaire ou feront l'objet d'un titre de recettes.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

#### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

## **11 – Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- S'assurer de respecter les informations indiquées dans le cadre de réponses techniques relatif au développement durable et de mettre en œuvre, tout au long de l'accord-cadre, les engagements pris dans ce dernier,
- Limiter l'empreinte carbone des prestations :
  - Privilégier, dans la mesure du possible, des déplacements optimisés et des moyens de transport à faible émission lors des interventions,
  - Réduire l'usage de véhicules thermiques au profit de solutions plus vertueuses (électrique, hybride, etc.),
- Entretenir le matériel dans une logique de durabilité :
  - Proposer des plans de maintenance préventive visant à allonger la durée de vie du matériel.
  - Favoriser la réparation plutôt que le remplacement systématique des pièces, dès lors que cela est techniquement et économiquement pertinent.
- Informer et former sur les bonnes pratiques environnementales :
  - Intégrer dans la formation des utilisateurs des recommandations relatives à l'usage économe de l'énergie, à la bonne gestion des consommables et à la maintenance durable.
- Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les filières de recyclage des déchets,
- Le titulaire s'engage à exercer son activité en tendant vers la sobriété énergétique.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - Garantie des prestations**

### **13.1 Garantie de l'équipement**

L'équipement une fois installé, opérations d'essais et épreuves validées et les opérations de vérifications effectuées fera l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Tous les travaux de maintenance corrective devront être réalisés conformément aux normes en vigueur sans défaut ni malfaçons.

Le titulaire, expert dans son domaine et en application de son devoir de conseil devra proposer des garanties adaptées à la nature des travaux effectués afin d'être couvert pour les risques associés à son intervention.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée lui sera notifié lors de la notification de la demande d'intervention en fonction du degré d'urgence.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur, à ses frais (pièces et main d'œuvre inclus).  
Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

### **13.2 Garantie de bon fonctionnement**

Les travaux de maintenances correctives sur l'équipement font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement minimale d'un (1) an (pièces et main d'œuvre incluses) à compter de la date d'admission des prestations. Dans le cas où ces systèmes ne fonctionnent pas correctement après la réalisation des travaux de maintenance corrective, le titulaire devra intervenir à nouveau pour corriger les défaillances à ses frais et dans les plus brefs délais.

### **13.3 Garantie des fourniture et matériels**

Les fournitures et matériels livrés par le titulaire font l'objet d'une garantie minimale de deux (2) ans, correspondant à la garantie légale de conformité. Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les fournitures et/ou les matériel livrés qui serait reconnue défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Il aura alors la charge de procéder au remplacement des pièces en question à ses frais.

### **13.4 Spécifications générales**

Ces garanties couvrent les frais de déplacement, de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport du matériel nécessaires à la remise en état de l'équipement ou au remplacement de la pièce défectueuse.

L'ensemble des interventions du titulaire sont garanties. En cas de défaillance le titulaire aura la charge d'effectuer les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement. Ne pourra être invoqué au titre des garanties susvisées les défaillances ayant pour cause :

- l'usure normale des pièces ou les dommages causés par une mauvaise utilisation,
- les pannes dues à des facteurs externes tels que les catastrophes naturelles et les erreurs humaines internes à la Société de construction et d'exploitation de silos au Port Rhénan de Colmar/Neuf Brisach,
- aux interventions liées à des modifications non approuvées ou à des équipements tiers non certifiés par le fabricant.

## **14 - Modification du contrat**

### **14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### **14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable Du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.



Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, le pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du marché.

### 14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### 14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour le pouvoir adjudicateur.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités et primes

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels d'exécution sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, des pénalités :

- dans le cas d'un retard pour la mise en service de l'équipement le titulaire encourt l'application d'une pénalité égale à 1% du montant total du forfait « **1. Fourniture, Acquisition, Montage, Installation, Paramétrage, Mise ne service et formation** » de la DPGF, par jour de retard,
- dans le cas d'un retard pour l'exécution de la maintenance préventive selon la date définie communément pendant la période dédiée, le titulaire encourt une pénalité journalière équivalent à 5,00% du montant annuel global de la maintenance préventive de l'équipement, la pénalité court à compter du lendemain du dernier jour ou devait être finalisée la prestation,
- en cas de retard dans l'exécution des travaux de maintenances correctives entraînant une rupture de la continuité de service le titulaire encourt l'application d'une pénalité journalière correspondant à 1% du montant marché par jour d'indisponibilité et par équipement concerné,
- en cas de non-respect du délai d'intervention dit « très urgent », une pénalité forfaitaire de 500,00 Euros HT sera appliquée par demi-heure de retard,
- pour le non-respect du délai d'intervention « urgent » le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000,00 Euros HT par jour ouvré de retard,
- en cas de non-respect du délai d'intervention « normal » une pénalité forfaitaire de 250,00 Euros H.T sera appliquée par jour ouvré de retard,

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16.3 – Autres pénalités

- Si le personnel du titulaire ou ses sous-traitant ou toute autre personne sous sa responsabilité présente un comportement compromettant la sécurité ou la sûreté des biens ou des personnes, celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 500,00 Euros HT, sur simple constat.
- En cas non-production ou production incomplète des documents dans les délais prévus à l'article 5.5 du CCTP le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 300,00 Euros HT par manquement.
- En cas de manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 500,00 Euros HT par manquement.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.


Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.




La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

-  Possibilité d'introduire dans le marché de nouveaux produits/ prestations : soit en substitution (en cas d'obsolescence / disparition d'une référence mais en maintenant le tarif figurant au BPU), soit en complément des produits / prestations proposé par le titulaire et ce dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des charge ou rendu nécessaire dans le cadre de la maintenance curative.

En aucun cas la clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

-  Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
  - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
  - En cas d'évènement extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation,
  - Contexte exceptionnel (crise, évènement institutionnel majeur) appelant une réactivité ou un dispositif éditorial particulier.
  - Si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché,
  - En cas d'évolution de la réglementation couvrant la profession exercée par le titulaire.
-  Modification ou disparition d'un indice dans le cas de la variation des prix,
-  Le remplacement d'un membre du groupement d'opérateurs économiques, sous réserves des dispositions de l'article 14.2 du CCAP.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services